



Assemblée générale

Distr. générale
22 septembre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Point 97 de l'ordre du jour

Formation et recherche

Université des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général*

I. Introduction

1. Dans sa résolution 53/194 du 15 décembre 1998, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'examiner des mesures novatrices visant à améliorer l'interaction et la communication entre l'Université des Nations Unies (UNU) et les autres organismes du système.

2. Le présent rapport a été établi à la demande de l'Assemblée générale. Il complète le rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies sur les travaux menés par l'UNU en 1999 (A/55/31).

3. Le présent rapport est le troisième d'une série et fait suite aux documents A/51/324 et A/53/408. Au cours de l'année écoulée, l'Université a continué de resserrer sensiblement ses relations avec d'autres organismes du système. En décembre 1999, à sa quarante-sixième session, le Conseil de l'Université a adopté un plan stratégique quadriennal. Ce plan, qui s'inspire des recommandations formulées à la suite d'une série d'évaluations externes menées en 1998, a été élaboré en étroite collaboration avec les représentants de divers organismes et institutions du système. Il prévoit, à différents niveaux au sein de l'Université, un processus de planification continu qui sera alimenté par un dialogue avec les principaux intervenants et partenaires de cette dernière. Au cours de la période de planification (2000-2004), l'UNU commencera à classer ses projets en cours et initiatives nouvelles dans deux grands domaines d'activité : paix et gouvernance, d'une part, environnement et développement durable, d'autre part. Le programme paix et gouvernance porte sur les mesures à prendre avant et après les conflits, et sur les questions de gouvernance. Le programme environnement et développement durable est axé sur le développement, la science et la technologie et l'environnement ainsi que sur les interactions entre ces différents domaines, l'accent devant être mis en particulier sur les questions relatives à la pauvreté et l'injustice sociale, la croissance et l'emploi, l'évolution des

* Le département auteur n'a pas communiqué la note explicative demandée par l'Assemblée générale dans la résolution 54/248.

technologies, l'urbanisation, la gestion des ressources naturelles, l'utilisation de l'énergie durable et la production.

4. Il m'est arrivé à plusieurs reprises de fonder d'importantes communications sur les résultats de travaux de recherche menés à l'ONU dans le domaine de la prévention des conflits et de la lutte contre la pauvreté. En janvier 2000, l'Université a organisé à Tokyo une conférence sur les grands défis du nouveau millénaire dont la documentation m'a été d'une aide précieuse lors de la rédaction de « Nous, les peuples », le rapport que j'ai présenté à l'Assemblée du Millénaire (A/54/2000). Elle a également joué un rôle essentiel dans la planification, la préparation et le déroulement d'événements importants, tels le débat de haut niveau que le Conseil économique et social a consacré aux technologies de l'information.

II. L'Université des Nations Unies dans le contexte de la réforme et de la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies

5. L'Université continue d'être étroitement associée aux travaux et activités du Conseil économique et social. Elle a contribué utilement à l'évaluation des grands rapports économiques phares de l'ONU ainsi qu'à un certain nombre de projets du Conseil économique et social; à l'heure actuelle, elle aide plus particulièrement ce dernier à rédiger des documents directifs sur l'aide au développement et les filets de protection pour le développement social. En outre, conjointement avec le Département des affaires économiques et sociales et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, elle a participé à l'élaboration d'une proposition visant à renforcer les capacités des gouvernements des pays en développement qui dépendent des ressources naturelles de formuler des politiques rationnelles visant un développement durable fondé sur l'exploitation de ces ressources.

6. Les travaux de l'ONU sur les causes des guerres civiles et les politiques de prévention des conflits se sont avérés particulièrement utiles lors de la préparation de l'essai thématique qui a servi d'introduction au Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation pour 1999 (A/54/1).

III. L'Université des Nations Unies et les mécanismes intergouvernementaux

7. **Assemblée générale et Conseil économique et social :** L'ONU continue d'appuyer les travaux des Deuxième et Troisième Commissions de l'Assemblée générale. Elle a publié en 1999 une partie de la documentation qu'elle avait préparée à l'intention de la réunion du groupe d'experts organisée à New York en 1998 sous les auspices du Secrétariat, pour examiner les répercussions économiques et politiques de la crise asiatique. Les Presses de l'Université des Nations Unies ont publié par la suite l'étude *Global Financial Turmoil and Reform: a United Nations Perspective*, dans une nouvelle collection consacrée aux grandes orientations et conçue pour diffuser les travaux de recherche en la matière qui peuvent intéresser la communauté internationale ainsi que l'ONU et ses États Membres. Dans la même collection, elles ont publié au début de l'année l'ouvrage *Globalization: The United Nations Development Dialogue*, qui reprend les conclusions de débats du Conseil économique et

social sur les finances, le commerce, la pauvreté et la consolidation de la paix. Les deux études ont été largement diffusées au Siège, auprès des États Membres. Cette année, l'ONU a organisé autour des questions soulevées par le thème du débat de haut niveau du Conseil économique et social, « Le développement et la coopération internationale au XXI^e siècle : le rôle des technologies de l'information dans le cadre d'une économie mondiale à forte intensité de connaissances » une table ronde, principalement animée par des membres de son réseau de chercheurs. Elle a également contribué à financer le débat de haut niveau consacré aux technologies de la communication et de l'information, qui s'est tenu au Siège du 17 au 20 avril 2000, et a produit un rapport à l'intention du Conseil économique et social. Elle a poursuivi sa collaboration fructueuse avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, en organisant pour les représentants à New York, de concert avec celui-ci et à partir de ses propres travaux de recherche, des séminaires et ateliers de formation sur des questions relatives à l'environnement et au commerce.

8. **Conférences mondiales des Nations Unies** : L'Université a considérablement appuyé les grandes conférences organisées par l'ONU au cours de la dernière décennie. Elle continue de jouer un rôle dans leur suivi et la mise en oeuvre de leurs résultats, particulièrement en ce qui concerne le renforcement des capacités et les études d'impact. En juin 2000, elle a organisé un stage de formation et de recherche sur les femmes et l'exercice de responsabilités dans le cadre des préparatifs de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle ». Ont participé à ce stage, des femmes en milieu de carrière membres de délégations gouvernementales présentes à cette session. En collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, l'ONU met actuellement la dernière main à une étude sur les nouveaux rôles et fonctions de l'ONU et des institutions de Bretton Woods, qui sera présentée à l'Assemblée générale cet automne. Dans le prolongement du deuxième Forum mondial sur l'eau, elle collaborera à l'établissement d'un rapport sur la mise en valeur des ressources mondiales en eau dont la première édition paraîtra en 2002. Cet ouvrage comportera une analyse générale des problèmes mondiaux relatifs à l'eau et un rapport d'activité sur l'application des objectifs décrits dans le programme Action 21, adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro en 1992. Le but de ce rapport est d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités en matière de suivi, d'évaluation et de publication des données en mettant l'accent en particulier sur la qualité de l'eau, la consommation d'eau, les incidences sanitaires et la gestion des bassins fluviaux.

9. L'ONU s'emploie plus activement à diffuser les conclusions de ses travaux de recherche et d'analyse des politiques. Elle s'est beaucoup appuyée pour cela sur les Presses de l'Université des Nations Unies, qui ont publié 19 titres nouveaux. Ses divers sites Web constituent par ailleurs pour elle un excellent moyen de communiquer avec son public. Elle recourt de plus en plus volontiers à différents médias pour promouvoir ses diverses activités. Ainsi, en mars 1999, elle a participé à une importante campagne médiatique pour marquer la Journée mondiale de l'eau. En juin 1999, elle a organisé une série d'activités dans le cadre de la Journée mondiale de l'environnement. À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation en octobre 1999, elle a orchestré, conjointement avec la Banque mondiale, une campagne médiatique visant à mettre en lumière ses travaux sur la conservation des sols. Elle a organisé davantage de séminaires, d'ateliers et de conférences, en particulier à New

York et à Paris. À titre d'exemple, un séminaire important a eu lieu à New York en mars 2000, au cours duquel des spécialistes internationaux ont présenté une analyse des aspects juridiques, politiques et économiques de la crise au Kosovo.

IV. Liens entre l'Université des Nations Unies et les travaux analytiques menées par des organismes des Nations Unies

10. En 2000, l'Université a renforcé sa collaboration avec divers organismes du système, et plus particulièrement avec le Secrétariat de l'ONU et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Bon nombre de représentants d'organismes des Nations Unies [Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), commissions régionales, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du Travail (OIT)] et d'institutions de Bretton Woods participent dorénavant à ses réunions.

11. Ainsi, en juillet 1999, l'Université, en collaboration avec d'autres organes de l'ONU, a tenu une conférence internationale sur les effets de synergie et la coordination entre les accords multilatéraux relatifs à l'environnement, qui a notamment produit un rapport sur les interactions existantes entre mécanismes scientifiques, systèmes d'information, institutions, finances et gestion des problèmes.

12. L'ONU participe également, conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et un certain nombre d'institutions nationales, à un projet de recherche sur la nutrition portant sur quatre ans. Ce projet, qui prendra fin en 2002, a pour objectif de mettre au point une nouvelle échelle de référence internationale en matière de croissance du nourrisson et du jeune enfant, à partir d'études menées dans sept pays différents à travers le monde.

V. Coordination et interaction à l'intérieur du système des Nations Unies

13. **Secrétariat de l'ONU :** Des consultations officieuses se tiennent régulièrement entre le recteur et d'autres membres de la faculté, d'une part, et de hauts fonctionnaires de l'ONU, d'autre part. D'autres rencontres sont organisées périodiquement dans l'ensemble du système des Nations Unies au niveau opérationnel. Ces multiples interactions ont essentiellement pour objet de tenir l'Université au courant de l'évolution des besoins et préoccupations du système en matière d'analyse de politiques. Comme indiqué plus haut, l'élaboration du plan stratégique de l'Université a donné lieu à des consultations approfondies avec des fonctionnaires des Nations Unies. La conférence du millénaire de l'Université a été préparée en étroite collaboration avec le Groupe de planification stratégique et le bureau de la Vice-Secrétaire générale. L'Université participe depuis 1996 au programme de congés sabbatiques de l'ONU. Elle siège au comité de sélection et s'est déclarée résolue à mettre à la disposition des candidats les services d'appui nécessaires.

14. **Participation aux travaux du Comité administratif de coordination :** L'Université est tenue informée du programme de travail du CAC, particulièrement

dans tout domaine où ses travaux de recherche et activités de renforcement des capacités pourraient apporter une contribution utile. Le recteur participe à toutes les sessions du Comité depuis l'automne 1997. L'UNU continue également de jouer un rôle actif au sein des organes subsidiaires du Comité, notamment des sous-comités sur la nutrition, les ressources en eau et l'environnement durable. Le rapport susmentionné sur la mise en valeur des ressources en eau procède des travaux du sous-comité compétent auxquels l'Université prend une part active. Elle participe également aux activités du Comité interorganisations sur le développement durable.

15. **Collaboration entre l'UNU et l'UNESCO** : L'UNU continue de collaborer avec l'UNESCO dans de nombreux domaines. Les deux institutions ont collaboré étroitement aux activités de suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, du projet de jumelage d'universités, du programme Chaires de l'UNESCO, de la Conférence mondiale sur la science, du programme de gestion des transformations sociales, du programme hydrologique international, du programme intergouvernemental sur l'homme et la biosphère, ainsi qu'au renforcement des capacités en matière de mise au point de logiciels éducatifs et d'élaboration de programmes d'enseignement de l'informatique.

VI. Conclusion

16. L'Université continue d'étendre ses activités et programmes malgré des ressources financières relativement modestes. Un grand nombre d'organismes des Nations Unies s'appuient en grande partie sur les résultats de ses travaux de recherche pour définir leurs grandes orientations. Il n'en reste pas moins que dans bien des domaines, la communication entre les chercheurs de l'UNU et les consommateurs d'informations potentiels chargés de la planification et de l'exécution des politiques laisse à désirer. L'Université essaie de remédier à cet état de choses : elle a notamment amorcé cette année à Genève, entre producteurs et consommateurs de travaux de recherche, un dialogue qui a pour objet d'examiner les moyens d'améliorer cette collaboration. Lors de la première réunion, on a insisté sur la nécessité de recourir aux nouvelles technologies de l'information pour diffuser les résultats des travaux de recherche de manière plus efficace. Utilisées de façon inventive, ces technologies donneraient à l'Université une occasion extraordinaire, non seulement de communiquer plus efficacement avec les autres organismes du système des Nations Unies, mais aussi de répondre aux besoins des pays en développement en matière de renforcement des capacités.